



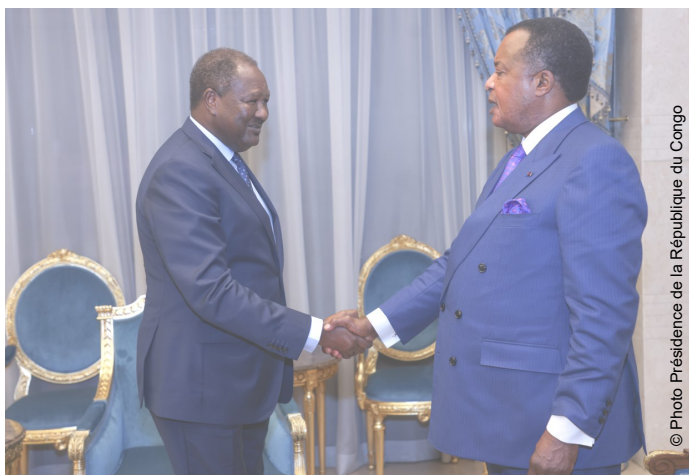
CONGO – TCHAD – CAMEROUN : soutien renouvelé du Chef de l'UNOCA pour les efforts en faveur de la paix

Au cours du premier trimestre 2025, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, s'est rendu dans plusieurs pays de la sous-région dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat. Du 19 au 22 février, il a notamment séjourné au Congo, où il été reçu en audience à Brazzaville par les plus hautes autorités du pays, dont le Ministre des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso, et le Président Denis Sassou Nguesso (photo 1). Leurs discussions ont porté sur les questions d'intérêt commun, y compris la situation socio-politique du pays et les enjeux régionaux. Sur ce dernier point, la persistance de la crise à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) était au centre des préoccupations. Les deux personnalités ont été unanimes sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ce conflit, compte tenu de ses nombreuses conséquences, notamment sur le plan humanitaire. Le Chef de l'UNOCA a également rencontré des représentants de l'opposition et de la société avec lesquels il a échangé sur le climat général du pays, à quelques mois de la présidentielle de 2026.

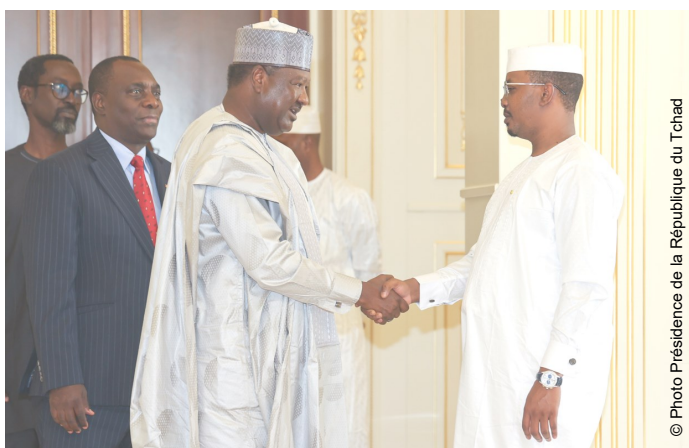
Après le Congo, M. Abarry a mis le cap sur le Tchad. Le 25 février, il s'est entretenu au Palais Toumaï avec le Président de la République, le Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno (photo 2). Le Chef de l'UNOCA a salué le Gouvernement et le peuple tchadien pour l'aboutissement de la transition entamée après la mort du Président Idriss Deby Itno en avril 2021. Son séjour, qui coïncidait avec l'organisation des sénatoriales (dernière échéance dans ce processus), lui a aussi permis de réitérer ses félicitations aux autorités tchadiennes, qui ont pu atteindre cet objectif, malgré les défis auquel le pays est confronté, notamment ceux liés à l'impact de la crise qui sévit au Soudan voisin depuis 2023 - le Tchad ac-

cueille environ 1,5 millions de personnes ayant fui cette guerre. Par ailleurs, Abdou Abarry a renouvelé le soutien des Nations Unies au Tchad pour ses efforts inlassables dans la lutte contre le terrorisme (boko Haram) dans le bassin du lac Tchad, région à cheval entre l'Afrique de l'Ouest (Niger et Nigéria) et l'Afrique centrale (Tchad et Cameroun). Plusieurs autres sujets étaient au centre de leurs échanges, y compris le conflit à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC).

Pour le reste, le Chef de l'UNOCA a effectué une visite au Cameroun du 10 au 15 mars 2025. A la faveur des séances de travail avec toutes les composantes de la vie administrative, sociale, politique et diplomatique, il a pu avoir une idée claire de la température du pays à tous les niveaux. Il a aussi et surtout recueilli des informations importantes sur l'état des préparatifs de la présidentielle prévue durant le dernier trimestre 2025. Il a en effet fait le point sur cette question avec les autorités nationales, notamment le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, le Ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella (photo 3) et le Président d'Elections Cameroon (ELECAM), Enow Abrams Egbe. Il s'agit de souligner que cet organe de gestion des élections (ELECAM) travaille en étroite collaboration avec l'ONU pour développer les activités et programmes convenus suite à la mission d'évaluation des besoins électoraux conduite l'année dernière au Cameroun par les experts de la Division de l'Assistance électorale des Nations Unies. La mission y avait été déployée à la demande du Gouvernement. Le Représentant spécial a encouragé les différents acteurs à œuvrer en vue d'une scrutin pacifique, inclusif, sincère et transparent, rappelant que le Cameroun occupe centrale dans les dynamiques de paix et de sécurité en Afrique centrale.



© Photo Présidence de la République du Congo



© Photo Présidence de la République du Tchad

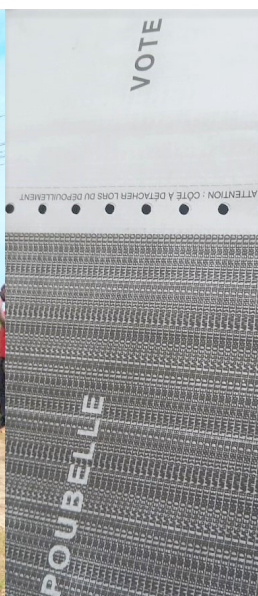


© Photo Ministère des Relations extérieures/Cameroun

Processus de transition : l'ONU accompagne le retour à l'ordre constitutionnel



642 632 électeurs sur les 916 665 attendus ont accompli leur devoir civique dans plus de 3000 bureaux de vote à travers le pays et à l'étranger. Photo UNOCA/Samperode Mba Allogho



Interactions avec les acteurs clés



Le Gabon a connu une nouvelle étape importante de sa transition avec la tenue de l'élection présidentielle du 12 avril 2025. À l'issue du scrutin, Brice Clotaire Oligui Nguema a été déclaré vainqueur avec plus de 94,85 % des suffrages exprimés face à 7 candidats, dont une femme. Tous ont accepté le verdict des urnes, y compris son principal opposant, l'ancien Premier ministre Alain Claude Bilie By Nze. Arrivé deuxième avec 3,11%, ce dernier a toutefois émis quelques réserves sur le déroulement des opérations de vote mais n'a pas jugé nécessaire d'introduire un recours devant la Cour constitutionnelle de la transition, qui a confirmé les résultats au cours d'une audience publique le 25 avril.

Non aux discours de haine !

La veille du vote, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, avait réitéré son appel « pour un scrutin dont les résultats reflètent le choix librement exprimé par les Gabonaises et les Gabonais au bout d'un processus

crédible, inclusif, transparent et sincère ». Il avait invité les acteurs concernés à « privilégier le dialogue, la concertation et la recherche du consensus en cas d'éventuelles divergences ». Autrement dit, ils étaient « encouragés à avoir recours aux voies pacifiques et aux institutions compétentes pour régler tout désaccord ou les différends qui pourraient survenir au cours du

tion, les discours de haine et d'incitation à la violence ainsi que toutes les formes d'intimidations, de violations des droits de l'homme et autres actes susceptibles de constituer une menace à la paix et à la sécurité des biens et des personnes ».

Dans le cadre des bons offices du Secrétaire général de l'ONU, M. Abarry avait réaffirmé « sa



processus ».

Le Représentant spécial avait par ailleurs rappelé « la nécessité pour toutes les parties prenantes, y compris les candidats, à combattre fermement la désinforma-

disponibilité à accompagner le peuple gabonais dans sa marche vers le retour à l'ordre constitutionnel ». A cet égard, il avait salué « les efforts déjà déployés, qui ont permis de respecter le chronogramme de la transition ».

Dans le cadre de son mandat de bons offices et de prévention des conflits, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, a multiplié des rencontres avec les principales parties prenantes nationales impliquées dans le processus relatif à la présidentielle du 12 avril 2025 au Gabon. Il a également eu plusieurs interactions avec la communauté diplomatique ainsi qu'avec des acteurs régionaux et internationaux tels que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Facilité africaine de soutien aux transitions inclusives (AFSIT) et l'Institut international pour la démocratie et la gouvernance électorale (IDEA).

Par ailleurs, le Chef de l'UNOCA a reçu des délégations d'observateurs, dont ceux de l'Union africaine et de la CEEAC. Outre les questions d'intérêt liées à la stabilité et à la gouvernance démocratique dans le pays, les échanges avec ses interlocuteurs ont porté sur la nécessité de conjuguer les efforts pour aider le Gabon à organiser un scrutin pacifique, transparent et crédible.

Mobilisation des partenaires techniques et financiers

Le Chef de l'UNOCA a pris part, le 7 mars à Libreville, à une table ronde organisée par le PNUD, agence de l'ONU en charge de la coordination de la mise en œuvre des recommandations de la mission d'évaluation des besoins électoraux déployée fin 2024 par les Nations Unies, à la demande du Gabon. La rencontre, qui a permis de partager les conclusions de ladite mission avec les partenaires techniques et financiers, a eu lieu en présence des représentants de plusieurs institutions régionales et internationales ainsi que des missions diplomatiques. Des membres du Gouvernement de la transition y ont également participé, notamment le Ministre de l'Intérieur et de

la Sécurité, Hermann Immongaut, et son collègue en charge de l'Environnement et du Climat, Mays Moussi (intérim du Ministre des Affaires étrangères). Un panier à contributions ("basket fund") a été mis en place à l'issue des travaux afin de recueillir des fonds devant faciliter l'appui au processus électoral. C'est dans ce cadre que plusieurs activités ont pu être financées, y compris les ateliers de renforcement des capacités, le soutien apporté au Réseau des observateurs citoyens/ROC (présents sur le terrain avec 500 personnes le jour de l'élection), la reproduction et la distribution du Code électoral ainsi que des outils de sensibilisation, entre autres.



Les Forces de défense et de sécurité face à la protection des droits de l'homme

En prélude à la présidentielle qui a eu lieu au Gabon le 12 avril 2025, un atelier de renforcement des capacités sur la protection des droits de l'homme en période électorale a été organisé du 27 au 28 mars 2025 à Libreville en faveur de 35 membres des Forces de défense et de sécurité (FDS), y compris des agents de la police, de la gendarmerie et de l'administration pénitentiaire. Sur la base des instruments nationaux, régionaux et internationaux pertinents, ils ont été sensibilisés sur tous les aspects de cette question fondamentale. Des sessions interactives et des travaux pratiques ont facilité la compréhension des enjeux, notamment ceux liés à l'encadrement pacifique des manifestations politiques, la gestion responsable des violences ou des tensions et, de manière générale, au maintien de l'ordre selon une approche fondée sur le respect de la loi et des normes en matière de droits de l'homme et des libertés.

Collaboration avec les médias

Une discussion sur l'importance de la sécurité et de la protection des journalistes a aussi permis aux participants de mieux saisir la nécessité d'une bonne collaboration avec les professionnels des médias. Au regard des défis auxquels ils sont souvent confrontés sur ce terrain, ils ont souligné l'urgence d'un atelier de formation auquel il faudrait associer les représentants de la presse afin de développer des synergies utiles à l'accomplissement de leurs missions respectives. Au-delà du rôle crucial des journalistes dans la promotion des processus démocratiques et pacifiques, les participants ont mis en relief leur place centrale dans l'éducation civique et l'information du public, y compris celle relative au travail des FDS en tout temps et en tout lieu.

Par ailleurs, les participants ont plaidé en faveur des échanges et du partage d'expériences entre les différents corps des FDS pour renforcer la coordination de leurs actions. De plus, ils ont recom-



mandé l'institutionnalisation de la formation aux droits de l'homme dans les curricula ou les programmes des écoles de forma-

tion pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Athman Mravili - qui s'est exprimé au nom de la Coordonnatrice résidente du Système des

tions Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA). Elle faisait suite à une demande formulée par le Gouvernement gabonais et s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la mission d'évaluation des besoins électoraux déployée au Gabon en décembre 2024 par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Plusieurs activités similaires avaient été organisées à travers le pays. Elles ont permis à tous les acteurs concernés, y compris les membres de l'Autorité de

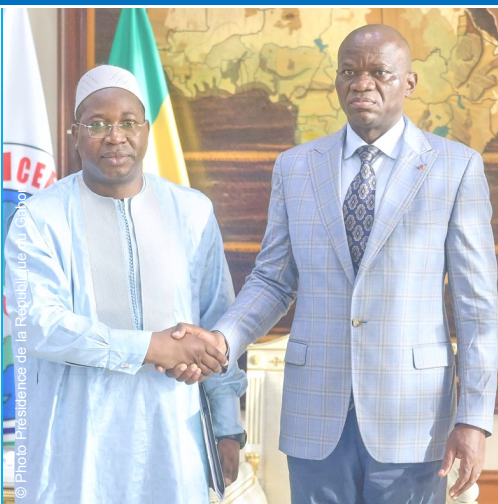


tion, entre autres.

L'atelier a été officiellement ouvert par le ministre de la Justice, Paul-Marie Gondjout, en présence du Représentant de l'Organisation des Nations Unies

Nations Unies au Gabon. La formation a été en effet animée par des experts du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC) et du Bureau régional des Na-

contrôle des élections et du référendum (ACER), de renforcer leurs capacités dans leurs domaines respectifs, afin de contribuer de manière efficiente à un processus électoral pacifique, transparent et sincère.



L'atelier de renforcement des capacités sur la protection des droits de l'homme en période électorale a été coordonné par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, basé à Yaoundé (Cameroun). Une semaine avant cette activité, Nouhoum Sangare, Directeur dudit Centre par ailleurs Représentant régional du Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, a été reçu en audience le 19 mars 2025 par le Président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema (photo de gauche). Ils ont échangé sur les questions d'intérêt commun en rapport avec le processus électoral, y compris la contribution du Centre dans l'organisation de la présidentielle du 12 avril 2025. M. Sangare avait abordé les mêmes sujets avec le Ministre de la Justice, Paul-Marie Gondjout, et le Ministre de l'Intérieur, Hermann Immongault. Pendant son séjour à Libreville, il avait aussi rendu une visite de courtoisie au Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry (photo de droite).

Garantir la liberté de la presse, protéger journalistes et lutter contre la désinformation



candidats et les aider à faire un choix conséquent.

Maintenir un climat de paix...

Pour sa part, le Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique de l'UNOCA, Norbert N. Ouendji, a rappelé les conseils formulés par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, lors d'un séminaire similaire tenu à Lambaréné en août 2023 : il avait souligné que la liberté d'expression dont jouissent les journalistes « doit être mise à profit non pas pour alimenter la violence et les règlements de compte politiques nourris par la calomnie, l'injure et la diffamation, mais pour contribuer, aux côtés des autres acteurs, à maintenir un climat de paix et de sécurité [tout au long du processus électoral] ». Dans ce chapitre, l'importance des missions de bons offices du Représentant spécial a été soulignée au cours d'une session où les participants ont reçu des informations précieuses sur le rôle des Nations Unies dans les processus électoraux. C'était à la faveur d'une session animée par Akinyemi Adebola, Conseiller électoral principal Afrique à la Division de l'Assistance électoral de l'ONU (Département des Affaires politiques et de la consolidation de la paix/DPPA). Malgré les conditions techniques difficiles qui ont émaillé sa présentation par vidéoconférence, les uns et les autres ont exprimé leur satisfaction. Entre autres, ils ont notamment retenu que, contrairement à une certaine opinion répandue, l'ONU n'observe pas les élections – sauf s'il y a un mandat du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale qui l'autorise.

Les échanges ont débouché sur l'adoption de deux documents dans lesquels les participants, qui ont tous reçu une attestation, affirment leur détermination à respecter les valeurs fondamentales du journalisme : la « Charte de bonne conduite des journalistes gabonais en période électorale » et la « Déclaration de Lambaréné » - contenant plusieurs engagements et recommandations qui guideront les actions des journalistes dans l'avenir. Le représentant de l'UNOCA a encouragé les uns et les autres à faire bon usage de ces outils d'auto-régulation pendant tout le processus électoral. Il a précisé que, conformément à son mandat, et en fonction de ses moyens, l'UNOCA continuera à accompagner les organisations professionnelles pertinentes et les institutions nationales compétentes dans la mise en œuvre de leurs priorités en matière de renforcement des capacités des journalistes. L'UNOCA a ajouté que, comme d'habitude, et dans la mesure du possible, il le fera en synergie avec les autres agences spécialisées des Nations Unies.

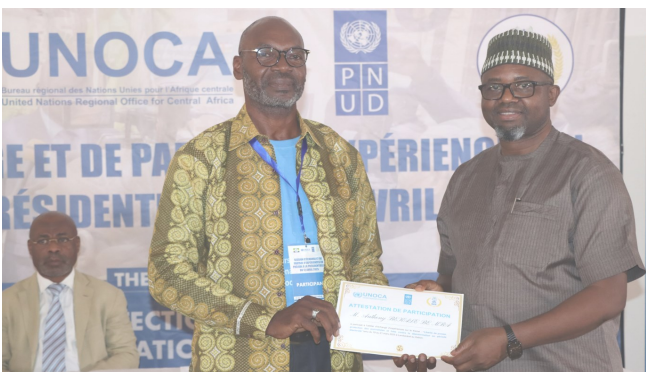
A l'initiative de l'UNOCA, un atelier de renforcement des capacités des journalistes gabonais en prélude à la présidentielle du 12 avril a eu lieu du 20 au 21 mars 2025 à Lambaréné (Centre-ouest du Gabon), sous le thème : « liberté de la presse, protection des journalistes et lutte contre la désinformation en période électorale ». Organisée en partenariat avec la Haute autorité de la communication (HAC), le PNUD et l'UNESCO, cette activité a mobilisé 34 professionnels de médias (publics et privés) venus des neuf provinces du pays, dont 15 femmes. Elle a permis de rappeler les fondamentaux du journalisme et de passer en revue les questions essentielles relatives à sa pratique en période électorale, en particulier dans un contexte de transition militaire.

A cet égard, les participants ont davantage pris conscience de la nécessité d'avoir, avant tout, une parfaite connaissance du cadre légal, des organes compétents en matière de gestion des élections et des acteurs clés du processus. Nadine Sandrax Abang Nze, Cheffe de Service à la Direction des Elections et des Libertés publiques au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, a fait une présentation détaillée répondant à cette attente. Au-delà de la familiarisation des journalistes avec le contenu du nouveau Code électoral promulgué le 22 janvier 2025, elle a insisté sur ce que les femmes et hommes des médias doivent en savoir et a fourni des indications sur les sources d'information pouvant faciliter leur travail.

Les participants ont aussi suivi avec un grand intérêt des exposés sur les droits et devoirs des journalistes en période électorale ainsi que sur les outils pour mieux informer les citoyens de manière responsable. Ils ont également été sensibilisés sur les

▲ Les échanges ont débouché sur l'adoption de deux documents dans lesquels les participants, qui ont tous reçu une attestation, affirment leur détermination à respecter les valeurs fondamentales du journalisme : la « Charte de bonne conduite des journalistes gabonais en période électorale » et la « Déclaration de Lambaréné » ▼

précautions à prendre pour contribuer à un scrutin crédible, inclusif, transparent et pacifique.



Les experts invités pour faciliter le volet « journalistique » de l'atelier, dont des universitaires, des journalistes expérimentés, des cadres de la HAC, des Nations Unies et du Ministère de la Communication et des Médias, ont notamment mis en relief l'importance de l'impartialité et du traitement équilibré de l'information électorale.

« Informer juste et vrai »

Par ailleurs, dans un environnement de plus en plus pollué par les *fake news*, les discours de haine et la désinformation, l'attention des professionnels des médias a été attirée sur l'impératif d'intégrer ou de réintégrer la vérification systématique des faits dans leur démarche journalis-

tique. Des techniques de vérification leur ont été proposées ainsi que des astuces pour éviter la production et la publication des informations pouvant causer un préjudice grave à la société, y compris l'incitation à la violence, la menace à la stabilité et à la cohésion sociale. Lors des travaux pratiques, des exemples concrets ont permis aux participants de mieux comprendre ces enjeux et de mesurer, une fois de plus, l'ampleur de leur rôle dans la couverture médiatique d'un processus électoral selon une

approche fondée sur la promotion de la paix et des droits de l'homme.

Au total, l'accent a été mis sur la nécessité impérieuse de respecter les règles éthiques et déontologiques du journalisme avant, pendant et après la présidentielle du 12 avril 2025 au Gabon. Cet enjeu a été résumé par le Président de la HAC, Germain Ngoyo Moussavou, lors de la cérémonie de clôture des travaux, en présence de la Secrétaire générale de province, Eryll Bertille Rapinat Otewa-Mbina représentante du Gouverneur du Moyen-Ogooue. Il a rappelé l'obligation de la presse gabonaise « d'informer juste et vrai », afin d'éclairer les citoyens en âge de voter sur les programmes des



Abdou Abarry : les élections en Afrique ne doivent plus être source de craintes et de tensions



Photo PNUD/Bezawit Mekonnen

◀ Le Chef de l'UNOCA a réitéré la disponibilité des Nations Unies à poursuivre leur soutien à la mise en place de cadre de concertation et d'échanges avec les acteurs politiques et de la société civile. Il a saisi cette occasion pour saluer l'engagement du PNUD, qui n'a ménagé aucun effort pour garantir le succès de la rencontre du 8 avril.

Au Gabon, des campagnes de sensibilisation et de sessions de renforcement des capacités se sont multipliées avant la présidentielle du 12 avril 2025. Elles ont offert l'opportunité aux différentes parties prenantes de mieux cerner les enjeux de ce scrutin crucial intervenu après près de deux ans de transition consécutive au coup

8 avril 2025 à Libreville. Initiée par le Médiateur de la République, elle a été soutenue par les Nations Unies, représentées à la cérémonie d'ouverture par le Représentant résident par intérim du PNUD, Luc G. Gnonlonfoun, et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry.

« L'expérience du Gabon doit prouver que les élections en Afrique ne doivent plus être source de craintes, de doutes, de tensions et encore moins de violences », avait souligné le Chef de l'UNOCA dans son discours de circonstance. « Face à ce pessimisme ambiant et persistant, il nous faut redonner espoir aux peuples africains en démontrant que l'élection est une heu-

Dans le même esprit, le Représentant résident du PNUD, Luc G. Gnonlonfoun, a rappelé qu'au-delà de « l'appropriation des opérations de vote dans la non-violence », il est crucial de reconnaître que les élections constituent « une étape importante dans la vie démocratique d'un pays et méritent d'être célébrées dans la joie et la concorde nationale ». Le Chef de l'UNOCA avait encouragé les femmes médiatrices et les représentants des confessions religieuses (chrétiens, musulmans, catholiques et animistes) à œuvrer dans ce sens, notamment en renforçant « la dynamique de dialogue avec toutes les parties prenantes au processus électoral afin de promouvoir l'éducation civique et la création d'un climat apaisé pour la bonne tenue du scrutin présidentiel » du 12 avril auquel ont pris part huit candidats, dont une femme.

A cet égard, M. Abarry a réitéré la disponibilité des Nations Unies à poursuivre leur soutien à la mise en place de cadre de concertation et d'échanges avec les acteurs politiques et de la société civile. Il a saisi cette occasion pour saluer l'engagement du PNUD, qui n'a ménagé aucun effort pour garantir le succès de la rencontre du 8 avril. Le Médiateur de la République, Alexis Boutamba Mbina, a exprimé sa reconnaissance à l'ONU pour cet accompagnement important, particulièrement dans un contexte où la préservation de la paix est essentielle pour consolider la démocratie et la cohésion sociale. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Hermann Imongault, avait également insisté sur cet enjeu de paix.



Photo UNOCA/Norbert N. Ouedji

d'Etat du 30 août 2023.

Redonner espoir aux africains

C'est dans ce cadre que s'inscrit la « rencontre entre la Médiation, les confessions religieuses et le réseau des femmes médiatrices pour une élection présidentielle inclusive et apaisée » organisée

La rencontre a permis d'entretenir les participants sur le cadre légal des élections au Gabon, le déroulement des opérations de vote, les rôles et les responsabilités des acteurs sociaux pour une élection présidentielle apaisée, y compris l'importance de leur statut de messagers de paix et d'apôtres de la non-violence.

reuse ponctuation de la vie publique qui ne saurait se résumer à un rituel violent et macabre où l'on attend de compter les victimes ou d'évaluer le fossé creusé entre les filles et les fils d'une même nation », avait-il ajouté, plaidant pour un climat de paix au Gabon avant, pendant et après la présidentielle.



Photo PNUD/Bezawit Mekonnen

Afrique centrale : le Chef l'UNOCA passe en revue les sujets de grande préoccupation



Au cours de sa traditionnelle conférence de presse trimes- trielle tenue le 28 mars 2025 à Libreville, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry (en bou- bou blanc sur la photo ci- dessus), a fait le point de ses activités et de l'actualité. Il a condamné les violences dans certaines régions du Came- roun et en République démocratique du Congo.

Devant les journalistes, le Chef de l'UNOCA a rappé- lé son mandat et ses priori- tés, soulignant la place qu'occupe la diplomatie préven- tive dans les actions que mène le

Bureau dont il a la charge pour « garantir un climat de paix avant, pendant et après les scrutins là où les rendez-vous électo- raux sont prévus ». A cet égard, il a évoqué ses rencontres avec les différentes parties prenantes à la présidentielle qui aura lieu au Cameroun avant la fin de cette année et celle du 12 avril au Gabon, considérée par plusieurs observateurs comme une étape majeure dans le retour à l'ordre constitutionnel. Sur ce dernier cas, M. Abarry avait insisté sur la nécessité de maintenir le calme et la cohésion sociale, invitant les candidats à faire « preuve de retenue dans leurs déclara- tions ».



Intervenant quelques heures avant le lancement officiel de la campagne électorale, cet appel

avait tout son sens. Le Chef de l'UNOCA avait indiqué que « chacun, à son niveau, doit jouer pleinement son rôle, y compris les forces de défense et de sécurité - appelées à promouvoir un environnement sûr et à proté- ger les droits des citoyens pendant cette période décisive ».

Assistance électorale

Outre les questions liées à la gouvernance démocratique et électorale, le Chef de l'UNOCA s'était appesanti sur la situation sécuritaire en Afrique centrale. Abdou Abarry a déploré la poursuite des violences dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Came- roun et exprimé ses préoccupa- tions face à la crise persistante dans le bassin du lac Tchad, marquée par les attaques récur- rentes de Boko Haram. Il a fer- mement condamné la plus ré- cente contre une base de la Force multinationale mixte (FMM) à Wulgo (nord-est du Nigeria) et au cours de laquelle au moins onze militaires camerounais ont été tués. Il a réitéré l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts régionaux pour éradiquer le terrorisme et pour faire face à d'autres défis qui interpellent les Etats.

La session de questions- réponses a permis aux journa- listes d'avoir des détails supplé- mentaires sur les sujets abordés. Invité à prendre part à la confé-

◀ **Les journalistes ont été sensi- bilisés sur le rôle de l'ONU dans le processus électoral au Gabon, y compris sur tous les détails relatifs à son appui financier et technique.**

rence de presse, le Représentant résident du PNUD, Luc Gnonlon- fon (à droite sur la première photo ci-dessus), a fourni des informations importantes sur la nature de l'assistance électorale des Nations Unies. Il a précisé que leur intervention répond aux attentes identifiées lors de la mission d'évaluation des besoins électoraux qui a eu lieu au Ga- bon en décembre 2024, à la demande du Gouvernement. Il a aussi tenu à rappeler que l'ONU n'observe pas les élections. Elle ne peut le faire que dans le cadre d'un mandat du Conseil de sécu- rité ou de l'Assemblée générale.



Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo

Lors de son entretien avec la presse, le Chef de l'UNOCA a abondamment abordé la situation à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), lançant un appel afin qu'elle se normalise rapidement. Extraits : « Il faut urgemment faire taire les armes et arrêter l'escalade pour éviter une régionalisation du conflit ainsi qu'une aggravation de la crise humanitaire. Selon le HCR, plus de 450 000 personnes ont été en effet déplacées depuis octobre 2024 dans l'Est de la RDC, rejoignant ainsi les millions de personnes déjà affectées par les violences.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général de l'ONU à la presse en février, « nous sommes à un moment critique et il est temps de s'unir pour la paix ». Il a par ailleurs appelé à un respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC tout en plaidant pour une solution politique. Nous continuerons à travailler avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux, pour soutenir les efforts allant dans ce sens, y compris à travers les processus de Luanda et de Nairobi. J'ai eu des échanges à ce sujet avec des Chefs d'Etat de l'Afrique centrale rencontrés ces trois dernières semaines. Je suis aussi en contact régulier avec mes collègues des Grands Lacs et de la MONUSCO. Nous multiplions la coordination et les partages d'informations et d'analyses prospectives sur les voies et moyens de mettre fin à ce conflit (Est de la RDC).

Dans ce contexte, je souhaiterais aussi exprimer ma solidarité avec les collègues du Système des Nations Unies en général et de la MONUSCO en particulier, pour leurs engagements au service de la paix. Je m'incline devant la mémoire des casques bleus et de toutes les autres forces de maintien de la paix qui y ont perdu leur vie. Je salue la mémoire de toutes les victimes de violences à l'Est de la RDC ».

Crise humanitaire en Afrique centrale : l'ONU salue l'engagement pour une réponse régionale coordonnée



Face à une crise humanitaire persistante et multidimensionnelle en Afrique centrale, le Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, a exhorté les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à renforcer leur solidarité et à prendre des mesures concrètes pour venir en aide aux populations affectées. S'exprimant à l'ouverture officielle du Sommet extraordinaire sur la situation humanitaire dans la sous-région tenu le 7 février 2025 à Malabo (Guinée équatoriale) sous la direction du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, il a indiqué que le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, salue l'engagement des Chefs d'État et de Gouvernement « à jeter les bases d'une réponse coordonnée et adaptée à la région, face aux défis de la crise humanitaire ». De plus, il a mis en avant l'urgence d'une action collective et immédiate pour atténuer les souffrances de millions de personnes touchées par les conflits, les crises climatiques et les pandémies. Il a souligné que cette démarche est aussi nécessaire « pour protéger les droits et redonner dignité et espoir aux populations piégées par cette spirale de vulnérabilité ».

Une situation alarmante

L'Afrique centrale continue en effet de faire face à des défis humanitaires sans précédent. Selon les chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la région comptait, en décembre 2024, plus de 11,2 millions de personnes déplacées, dont 8,2 millions de déplacés internes et plus de 2,6 millions de réfugiés et demandeurs d'asile. Ces déplacements massifs sont aggravés par les attaques terroristes dans le Bassin du lac Tchad ainsi que

▲ « Ensemble, nous avons la possibilité de bâtir une Afrique centrale résiliente, pacifique et prospère, où la promotion de la dignité humaine et de la solidarité sera une réalité »

les crises prolongées en République centrafricaine (RCA), dans les régions anglophones du Cameroun et à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) - où le groupe armé M23 s'est récemment emparé de la ville de Goma (Nord-Kivu). Cette dernière situation a été un sujet de préoccupation majeure. Les participants au sommet ont fermement condamné cette agression et appelé à une cessation immédiate des offensives ainsi qu'à la libération des territoires occupés illégalement et au respect des couloirs humanitaires.

De plus, la crise au Soudan a entraîné un afflux important de réfugiés vers le Tchad et la RCA, mettant à rude épreuve les capacités d'accueil des pays voisins. Outre les conflits armés, la région est confrontée à des catastrophes naturelles récurrentes, telles que les inondations, les sécheresses prolongées et les éruptions volcaniques. Ces phénomènes climatiques entraînent des conséquences dévastatrices sur les populations, détruisant des infrastructures vitales et aggravant l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, les crises sanitaires, comme celles liées à la COVID-19, la fièvre hémorragique Ebola et la variole MPOX, continuent de fragiliser les systèmes de santé de plusieurs pays.

Fonds d'assistance humanitaire

Pour le Chef de l'UNOCA, « l'exigence de solidarité est devenue un impératif catégorique, de même que la nécessité de mettre en commun les

moyens pour y faire face, car aucun pays ne saurait relever à lui tout seul ces défis ». Il a salué l'adoption du document relatif aux principaux axes de la politique humanitaire de la CEEAC, dont l'objectif est de répondre efficacement aux urgences humanitaires, tout en renforçant la résilience de la communauté face aux défis à venir. Les Chefs d'État et de Gouvernement ont demandé au Président de la Commission de la CEEAC de veiller à sa mise en œuvre. Ce dernier a été aussi mandaté pour accélérer l'élaboration d'une Politique régionale humanitaire et d'un Protocole pour la mise en place du Fonds d'Assistance Humanitaire (FAH) de la CEEAC, initialement décidé lors de la XXIIe Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et

de Gouvernement en février 2023 à Kinshasa.

Un autre axe stratégique mis en relief dans la Déclaration finale concerne l'opérationnalisation du Centre d'Application et de Prévision Climatique de l'Afrique Centrale (CAPC-AC) basé à Douala. Cette structure jouera un rôle essentiel dans l'anticipation et la réduction des risques liés aux catastrophes climatiques, qui exacerbent les crises humanitaires dans la région. Le Chef de l'UNOCA a réaffirmé l'engagement des Nations Unies à accompagner ces efforts. « Ensemble, nous avons la possibilité de bâtir une Afrique centrale résiliente, pacifique et prospère, où la promotion de la dignité humaine et de la solidarité sera une réalité », a-t-il soutenu.

Abdou Abarry : le moment d'agir, c'est maintenant !

Extrait de l'allocation du Représentant spécial/Chef de l'UNOCA au Sommet de Malabo

« On ne le dira jamais assez, l'objectif de « Faire taire les armes en Afrique » doit être poursuivi. Mettre un terme aux conflits est la seule voie permettant à l'Afrique, et en particulier à l'Afrique centrale, d'établir les conditions indispensables à la paix, à la stabilité et au développement durable. Seule une Afrique pacifiée pourra pleinement exploiter son potentiel et offrir un avenir prospère à ses populations.

Les populations affectées par les conflits ne peuvent plus attendre ! Les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les déplacés internes ont un besoin urgent de solutions concrètes et immédiates. Le moment d'agir, c'est maintenant ! [...]

Il est impératif que la souffrance humaine occupe la place qui doit lui revenir à l'agenda des grandes rencontres internationales. L'heure est aux décisions audacieuses et aux actions concrètes. À cet égard, nous nous réjouissons de la prochaine mise en œuvre des axes de la politique humanitaire de la CEEAC, dont l'objectif est de répondre efficacement aux urgences humanitaires, tout en renforçant la résilience de la communauté face aux défis à venir. Dans cette même dynamique, une mobilisation accrue des ressources financières et techniques est essentielle pour faire face à l'aggravation des crises climatiques et humanitaires, en garantissant non seulement une réponse immédiate, mais aussi des solutions durables.

Les Nations Unies se joignent à vous pour refonder un multilatéralisme qui se nourrit de solidarité et qui place l'homme au centre de ses préoccupations et de ses stratégies. C'est de cette manière et de cette manière seulement que nous pourrons bâtir ce monde de paix, de stabilité et de prospérité auquel nous aspirons tous [...]. »

Bassin du lac Tchad : débat sur la stabilisation et la résilience des zones affectées par Boko Haram



A Maiduguri, dans la capitale de l'Etat de Borno au Nigeria, s'est tenue du 29 au 31 janvier 2025 la cinquième édition du Forum des Gouverneurs du Bassin du Lac Tchad, organisée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et le Groupe de Soutien International (ISG). Cet événement a été meublé par plusieurs sessions importantes, dont celle consacrée le 29 janvier aux défis de la stabilisation, du relèvement et de la résilience des zones affectées par Boko Haram. Modérée par Abdou Abarry, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA (deuxième à partir de la gauche sur la photo), ladite session a réuni des acteurs clés pour analyser les leçons tirées de la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et de résilience (SR-SRR) et identifier les ajustements nécessaires face aux nouveaux défis.

Communautés locales

Dans son mot introductif de la session, Abdou Abarry a insisté sur la nécessité de développer une vision commune et des partenariats renforcés. Il a également

▲ Le Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, a encouragé les parties prenantes à « faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour apprendre à cibler les priorités et dresser une échelle de préférences » pour surmonter les obstacles à la stabilisation et garantir une paix durable dans le Bassin du lac Tchad. Il a aussi plaidé pour une prise en compte des jeunes, estimant qu'ils devraient être « au cœur des actions et de la mise en œuvre de la stratégie révisée ».

encouragé les parties prenantes à « faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour apprendre à cibler les priorités et dresser une échelle de préférences » pour surmonter les obstacles à la stabilisation et garantir une paix durable dans le Bassin du lac Tchad. Il a plaidé pour une prise en compte des jeunes, estimant du reste qu'ils devraient être « au cœur des actions et de la mise en œuvre de la stratégie révisée ». Mamman Nuhu, Secrétaire exécutif de la CBLT et Chef de mission de la Force multinationale mixte (FMM), a renchéri en soulignant les succès de la première

phase de la stratégie. Outre la réconciliation communautaire et les initiatives de réintégration, il a notamment mis en relief l'importance de l'ancrage local à travers la société civile, l'intégration du nexus « humanitaire-paix-développement » et la question du genre.

Un consensus a émergé parmi les intervenants sur le rôle essentiel ainsi que la place primordiale des communautés locales et des leaders traditionnels dans la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation. « Nous ne souhaitons pas faire partir les personnes déplacées ou les garder par force là où elles sont. On veut faire tout le maximum nécessaire pour qu'elles soient bien intégrées et qu'elles aient tout ce dont elles ont besoin pour vivre dignement dans les différentes communautés », a résumé le Gouverneur de l'Etat de Yobe (Nigeria), Mai Mala Buni. Pour sa part, Alhaji Muhammadu Abali Ibn Muhammadu Idrissa, Emir de Fika dans l'Etat de Yobe, représentant les chefs traditionnels, a réaffirmé la volonté de ces derniers de collaborer étroitement avec les responsables des régions affectées par les activités terroristes, soulignant leurs contributions à la promotion de la cohésion sociale, la prévention

des conflits et la lutte contre l'extrémisme violent.

Engagement des partenaires

Les partenaires techniques et financiers, dont l'Union africaine (UA) et la Banque africaine de développement (BAD), ont présenté les initiatives concrètes entreprises pour soutenir la stabilisation de la région. Le représentant de l'UA, Philip Kortei Attuquayefio, a partagé des leçons que son organisation a tirées lors de la première phase d'implémentation de la stratégie de stabilisation. De son côté, Riahd Ben Messaoud, expert en mobilisation de ressources à la BAD, a confirmé l'engagement continu de cette institution financière à financer des programmes de développement local conformément à la stratégie de stabilisation revue, comme elle l'a toujours fait.

Quant à Anka Feldhusen, Directrice de la Prévention des crises civiles et de la stabilisation au Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères par ailleurs représentante du Groupe de Soutien International, a appelé à une mobilisation accrue des partenaires internationaux pour garantir le succès de cette nouvelle phase de la SR-SRR.

Volonté commune des parties prenantes de transformer les acquis en actions concrètes

La session animée par le Chef de l'UNOCA a mis en lumière la volonté commune des parties prenantes de transformer les acquis en actions concrètes. De même, elle a permis de noter que le 5^{ème} Forum des Gouverneurs était une étape importante dans les efforts visant à rétablir la stabilité et à construire une paix durable dans le bassin du lac Tchad. A cet égard, les participants ont non seulement rappelé la nécessité d'une approche inclusive intégrant sécurité, développement et cohésion sociale mais aussi l'importance d'une action concertée et adaptée aux réalités du terrain, avec les communautés locales comme acteurs centraux du changement. C'est dans cet esprit que, conformément à leurs mandats respectifs, le Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, et son collègue du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Simão, effectuent régulièrement des missions conjointes dans les sites concernés. En marge du 5^e Forum des Gouverneurs du bassin du lac Tchad, ils s'étaient par exemple rendus à Bama (environ 68 kilomètres de Maiduguri) non seulement pour échanger avec les autorités locales, mais aussi pour évaluer les besoins humanitaires et les efforts de redressement dans cette zone fortement touchée par les violences de Boko Haram (voir page suivante).

Stabilité dans le Bassin du lac Tchad : l'UNOWAS et l'UNOCA renouvellent leur engagement



© Photos OCHA Nigeria/Princewill Chukwueburke-James

Les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Simão, et pour l'Afrique centrale, Abdou Abarry, ont effectué une visite conjointe au Nigeria dans le cadre de la Conférence des gouverneurs du Bassin du Lac Tchad, du 29 au 31 janvier 2025, à Maiduguri. Ils ont participé aux discussions, essentiellement focalisées sur la recherche des solutions durables pour faire face aux enjeux de sécurité, de gouvernance et de développement dans cette région stratégique. Les conclusions serviront de feuille de route pour renforcer la stabilité et améliorer les conditions de vie des millions de personnes affectées par la crise dans le Bassin du Lac Tchad.

Solidarité avec des victimes...

Avant le début de la Conférence, les deux hauts fonctionnaires, par ailleurs respectivement Chefs de l'UNOWAS et de l'UNOCA, se sont rendus le 28 janvier à Bama, une localité située à environ 68 kilomètres de Maiduguri, pour avoir une idée précise de la situation. L'occasion non seulement d'échanger avec les autorités locales, mais aussi d'évaluer les besoins humanitaires et les efforts de redressement dans cette zone fortement touchée par les violences de Boko Haram. En compagnie du Coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies au Nigeria, Mohamed M. Malik Fall, ils ont aussi pu apprécier le travail et les défis des centres d'intervention spécialisés mis en place par l'ONU.

Au centre de formation pour la cohésion sociale de l'UNICEF, les deux Représentants spéciaux ont salué la détermination des collègues engagés dans la réhabilitation du tissu social fragilisé par les activités terroristes. Ils ont également visité le site de réinté-



gration socio-économique de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), où des programmes permettent aux populations d'acquérir des compétences en vue de reconstruire leur vie.

Dans le centre de nutrition du Programme alimentaire mondial (PAM), MM. Simão et Abarry ont rencontré des mères et des en-

fants souffrant de malnutrition aiguë, et dont la situation critique rend compte de l'urgence de mobiliser davantage de ressources pour répondre aux besoins croissants. Enfin, au site de distribution alimentaire du PAM, ils ont échangé avec des personnes

taire dans le Bassin du Lac Tchad. « La coopération entre les différentes agences des Nations Unies et les acteurs locaux est essentielle pour renforcer la résilience des communautés affectées par le conflit », a-t-il déclaré. Un avis que partage M. Abarry,

« Les Représentants spéciaux ont visité plusieurs sites, dont celui de réintégration socio-économique où des programmes spécifiques permettent aux populations d'acquérir des compétences en vue de reconstruire leur vie.

qui a par ailleurs réaffirmé l'engagement de l'UNOCA à continuer à travailler en synergie avec l'UNOWAS pour aider les Etats à faire face aux causes profondes de l'insécurité et à créer les conditions d'une paix durable dans la région. Il a aussi invité les acteurs humanitaires à renforcer leur collaboration avec les autorités locales. De plus, il a plaidé pour un soutien accru de la communauté internationale car, « à Bama, il y a des choses qui marchent bien et d'autres plus inquiétantes ». Le Chef de l'UNOCA a conclu en indiquant que « beaucoup de choses doivent être faits si nous voulons sortir de cette situation ».

Appel pour un soutien accru ...

À l'issue de cette visite, Leonardo Simão a souligné l'importance de poursuivre les efforts conjoints pour répondre à la crise humani-

Une démarche conjointe conforme à la résolution 2349 du Conseil de sécurité

La visite des Chefs de l'UNOWAS et de l'UNOCA à Bama fait suite à une mission similaire effectuée à Bol, au Tchad, en novembre 2024, réaffirmant l'engagement des Nations Unies à travailler main dans la main avec les gouvernements, les partenaires régionaux et tous les autres acteurs concernés, pour mettre fin à la crise sécuritaire causée par Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad. Leur démarche conjointe est conforme à la résolution 2349 (2017) du Conseil de sécurité, qui met l'accent, entre autres, sur l'importance d'une approche coordonnée dans la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits en Afrique, la protection des civils, les femmes et la paix et la sécurité et le sort des enfants en temps de conflit armé.

Agriculteurs-Eleveurs : renforcer la coexistence pacifique et la gestion durable de la transhumance



Les Bureaux des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et pour l'Afrique centrale (UNOCA) ont organisé du 26 au 27 février 2025, à Dakar, un atelier sur le renforcement de la coexistence pacifique entre les agriculteurs et les éleveurs, et la bonne gestion de la transhumance. Plus d'une trentaine participante(s) de plusieurs pays de ces deux sous-régions y pris part, dont des membres des organisations de la Société civile, ainsi que des représentants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Commission Climat pour la région du Sahel, NORCAP, de l'Organisation des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers.

A la cérémonie d'ouverture, le Représentant spécial du Secrétaire-général des Nations Unies et

Chef d'UNOWAS, Leonardo Santos Simão, a rappelé l'importance de l'atelier, soulignant qu'il « offre une occasion unique de réfléchir et de relever l'un des défis les plus critiques de notre époque : favoriser une coexistence pacifique, des moyens de subsistance durables et une prospérité partagée entre agriculteurs et éleveurs ». Il a ensuite indiqué que « la transhumance transfrontalière pose d'importants défis en matière de gouvernance, en particulier lorsque les systèmes fonciers et les cadres réglementaires ne sont pas bien structurés. Si elles ne sont pas correctement gérées, ces tensions peuvent dégénérer en menaces sécuritaires plus larges, affectant la cohésion sociale et la stabilité régionale ».

Les discussions ont mis en lumière la complexité et l'interdépendance des interactions entre éleveurs et agriculteurs, tout en soulignant les multiples facteurs qui influencent ces dynamiques

▲ A la cérémonie d'ouverture, le Représentant spécial du Secrétaire-général des Nations Unies et Chef d'UNOWAS a rappelé l'importance de l'atelier, soulignant qu'il « offre une occasion unique de réfléchir et de relever l'un des défis les plus critiques de notre époque : favoriser une coexistence pacifique, des moyens de subsistance durables et une prospérité partagée entre agriculteurs et éleveurs ».

en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les participants ont également abordé des enjeux majeurs tels que la compétition pour l'accès aux ressources naturelles (terres, eau, pâturages), les migrations saisonnières du bétail et les politiques de gestion foncière rurale, qui façonnent non seulement ces interactions, mais aussi la gouvernance régionale.

Les échanges ont permis l'élaboration et l'adoption d'un plan de

travail de la Communauté de pratique sur les Dynamiques Agricultrices-Eleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce plan définit avec précision les objectifs de la « Communauté » ainsi que les principaux axes thématiques à explorer. Il comprend également des actions prioritaires, des activités spécifiques, un calendrier de mise en œuvre, les partenaires impliqués, ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation.

Par ailleurs, les participants ont formulé des recommandations visant à promouvoir la cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs, et à prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources et à la mobilité du bétail. Ils ont, entre autres, préconisé une harmonisation des approches de la CEDEAO et de la CEEAC, en mettant l'accent sur des priorités stratégiques telles que le développement d'une agriculture résiliente, la diversification économique, les dynamiques géopolitiques et le financement durable.



Guterres face à la crise de liquidités chronique à laquelle est confrontée l'ONU ...



UN Photo/Manuel Elias | Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors du lancement de l'initiative ONU80.

« Les Nations Unies n'ont jamais été aussi nécessaires », a affirmé António Guterres, à l'entame d'une conférence de presse le 12 mars 2025 au siège de l'Organisation, à New York. « Nos valeurs n'ont jamais été aussi pertinentes ». L'ONU s'impose selon lui comme un lieu de rencontre « incontournable et unique » pour promouvoir la paix, le développement durable et les droits de l'homme, alors que les défis mondiaux exigeant une action collective n'ont jamais été aussi importants.

Efforts de réforme

« Mais les ressources diminuent systématiquement, et ce depuis longtemps », a reconnu le Secrétaire général, comme en témoigne la crise de liquidités chronique à laquelle est confrontée l'Organisation depuis désormais sept ans. « Tous les États membres ne paient pas intégralement leurs contributions, et beaucoup ne s'en acquittent pas à temps », a-t-il précisé.

[...] M. Guterres a rappelé ses efforts de réforme, dès son entrée

en fonction, en 2017, pour améliorer l'efficacité et la rentabilité de l'ONU, simplifier ses procédures, décentraliser ses prises de décisions, la rendre plus transparente et améliorer ses capacités numériques. Il a également rappelé l'adoption par les États membres, l'an dernier, du **Pacte pour l'avenir**, qui comprend notamment un accord numérique mondial, ainsi que de l'**initiative ONU 2.0** visant à moderniser l'ONU. « Ces efforts ne sont pas une fin en soi », a déclaré M. Guterres. « Ils concernent les contribuables du monde entier qui paient tout ce que nous faisons », a-t-il insisté, faisant allusion aux contributions annuelles versées par les États membres à l'Organisation, qui proviennent essentiellement des impôts payés par leurs citoyens respectifs.

Initiative « ONU80 »

Dans le contexte actuel de crise des liquidités, d'augmentation des besoins mondiaux et de modernisation du système onusien, M. Guterres a jugé essentiel que l'ONU se soumette à un examen « rigoureux et régulier » pour évaluer son aptitude à remplir efficacement ses objectifs. Face

▲ « Les budgets des Nations Unies ne se résument pas à des chiffres sur un bilan [...]. Ils sont une question de vie ou de mort pour des millions de personnes à travers le monde » - António Guterres.

aux journalistes, le haut responsable a donc annoncé le lancement officiel de l'initiative « ONU80 », en référence au 80^e anniversaire des Nations Unies, célébré cette année. Concrètement, cette initiative comprend la nomination d'un groupe de travail interne, qui sera dirigé par le Secrétaire général adjoint, Guy Ryder, et composé de représentants de l'ensemble du système des Nations Unies.

Ce groupe aura pour objectif de présenter aux États membres des propositions afin d'identifier « rapidement » les gains d'efficacité et améliorations à apporter aux méthodes de travail de l'ONU. Il aura également pour tâche d'examiner en profondeur la mise en œuvre de tous les mandats confiés par les États membres à l'Organisation, lesquels ont considérablement augmenté ces dernières années, et de « procéder à un examen stra-

tégique des changements structurels plus profonds et de la réorganisation des programmes au sein du système des Nations Unies ». M. Guterres a indiqué son intention d'informer régulièrement les États membres sur les progrès réalisés et de les solliciter sur la voie à suivre, en leur proposant des solutions « concrètes ».

« Mon objectif est d'agir au plus vite dans les domaines où je suis compétent et d'exhorter les États membres à prendre en compte les nombreuses décisions qui leur incombent », a-t-il insisté. Pour le chef de l'ONU, une telle entreprise va bien au-delà d'aspects purement techniques. Il s'agit d'optimiser les ressources onusiennes pour rendre l'Organisation plus efficace, plus forte et mieux adaptée au XXI^e siècle, dans le respect de ses valeurs communes et au service des populations mondiales. « Les budgets des Nations Unies ne se résument pas à des chiffres sur un bilan », a averti le chef de l'ONU. « Ils sont une question de vie ou de mort pour des millions de personnes à travers le monde ».

Source : D'après ONU Info, 12 mars 2025

Des mesures d'austérité pour éviter les défauts de paiement même si les problèmes sont profonds

Comme l'ONU redoute un déficit de plus de 600 millions de dollars et une situation d'insolvabilité dès le mois d'octobre de cette année, si les dépenses ne sont pas réduites de 400 millions de dollars, le Secrétaire général a soumis le 12 mars 2025, à la Cinquième Commission, chargée des questions administratives et budgétaires, ses propositions pour prévenir d'autres problèmes de liquidités. Les mesures d'austérité, telles que la réduction des services de conférence, le gel des recrutements et les coupes dans les dépenses, peuvent être efficaces pour éviter les défauts de paiement mais elles ne peuvent pas résoudre ces problèmes, dit le Secrétaire général dans son dernier rapport sur la question [...].

S'agissant du budget ordinaire, le Secrétaire général impute les crises récurrentes à plusieurs facteurs, y compris, le versement tardif et partiel des contributions; les fluctuations importantes des habitudes de paiement des États Membres; l'insuffisance des

réserves, en particulier du Fonds de roulement; ou encore les méthodes budgétaires, dont la restitution des fonds inutilisés aux États Membres, tous les deux ans, et l'ajout de mandats en cours d'année.

M. Guterres propose donc la restitution des crédits inutilisés au titre du budget ordinaire, des opérations de maintien de la paix et des tribunaux de manière cohérente, sur la base de la pratique suivie actuellement pour les opérations de maintien de la paix, et la création d'un mécanisme permettant de suspendre temporairement la restitution des crédits inutilisés au titre des activités financées au moyen du budget ordinaire lorsque la situation de trésorerie risque d'empêcher l'Organisation d'exécuter l'intégralité du budget de l'année suivante. Il suggère aussi le maintien de la gestion commune de la trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours, à l'issue de la période d'essai qui se terminera en juin 2027; et l'utilisation, en dernier recours, de l'excédent de trésorerie des tribunaux ayant fermé

pour que les opérations de maintien de la paix en cours puissent obtenir des liquidités.

En règle générale, les délégations ont promis d'accorder à ces propositions l'attention qu'elles méritent. [...] « Je demande de nouveau instamment aux États Membres de trouver des solutions pour remédier à la précarité de la situation financière de l'Organisation et éviter que l'exécution des mandats ne soit systématiquement mise à mal de ce fait », insiste le Secrétaire général dans son rapport, tout en assurant que l'Organisation reste résolue à utiliser efficacement et rationnellement les fonds qui lui sont confiés, à gérer la crise de liquidités de manière à réduire autant que possible son incidence sur l'exécution des mandats et à communiquer aux États Membres des informations à ce sujet de la façon la plus transparente possible [...].

Source : ONU - Note à l'intention des organes d'information, 12 mars 2025



ARRET SUR IMAGE

▲ Le 28 février, le Chef de l'UNOCA, Abdou Abarry, et son collègue de l'UNOWAS, Leonardo Simão, ont rendu visite aux victimes de Boko Haram à Bama, dans l'Etat de Borno au Nigeria. Ils ont ainsi pu être témoins de la résilience des populations affectées par les activités de ce groupe qui sévit dans le bassin du lac Tchad. Sur la photo ci-dessus, des jeunes filles, qui en sont l'un des symboles, tissent avec doigté des chapeaux traditionnels dans un centre social éducatif mis en place par UNICEF. Une activité qui leur permet non seulement de surmonter les chocs traumatiques subis suite aux attaques terroristes mais aussi d'affronter les défis de la vie et d'avoir de quoi vivre. *Photo OCHA Nigeria/Princewill Chukwuebuka James.*

UN CHIFFRE, UNE ALERTE

11 millions

C'est le nombre de personnes concernées par le Plan de réponse humanitaire 2025 d'un montant de 2,54 milliards de dollars lancé jeudi 27 février 2025 à Kinshasa par les Nations Unies et les autorités congolaises. Parmi les 11 millions de personnes à assister figurent 7,8 millions de déplacés internes, l'un des niveaux les plus élevés au monde. Le lancement du Plan de réponse intervenait dans un contexte particulier de polycrise multidimensionnelle d'une « ampleur inédite » qui combine trois éléments déstabilisateurs majeurs, à savoir la spirale de violence qui s'étend de l'Ituri au Tanganyika et la présence du M23 en autorité de facto dans des zones clés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, où les besoins humanitaires sont très importants. **Source : D'après ONU Info, 27 février 2025**